Le Monde
MARDI 24 SEPTEMBRE 2019

Anne-Lorraine Bujon
Spleen doctor à « Esprit »

Née aux Etats-Unis et formée au pragmatisme américain, la rédactrice en chef de la revue a réussi à redonner du tonus à la vénérable publication, qui cherchait son deuxième souffle

YANN LEGENDRE

PORTRAIT

Un vent neuf souffle sur *Esprit* ! Une maquette dépoussiérée, une équipe de rédaction rajeunie, diversifiée et féminisée : depuis janvier 2017, la plus ancienne des revues intellectuelles généralistes, fondée par le philosophe chrétien Emmanuel Mounier en 1932, s'affiche même sous couverture rouge ! Et réaffirme son projet : *« Comprendre le monde qui vient. »* Tandis que l'on a enterré, en juillet, *Les Temps modernes*, revue fondée par Sartre à la Libération, et un peu vite avec elle les revues papier comme des objets du XXe siècle, le regain d'*Esprit* est une surprise.

La cheville ouvrière du renouveau a un nom : Anne-Lorraine Bujon, une femme chez les vénérables. Elle n'a pas 50 ans (née en 1970), elle n'est ni philosophe, ni universitaire, ni auteure d'essais flamboyants, ni pilier de think tank. Elle-même, sans fausse modestie, ne craint pas de dire ce qu'elle n'est pas – *« Un portrait de moi ? D'accord, si c'est pour parler d'*Esprit *! »*, a-t-elle prévenu au téléphone. Pourtant, dans la salle de réunion de la rue Saint-Martin, la nouvelle rédactrice en chef semble à sa place, nullement écrasée par les numéros qui tapissent les murs avec les grandes signatures d'Emmanuel Mounier, Paul Ricœur, Claude Lefort…

« Mon père était diplomate », commence-t-elle. Le fait est visiblement marquant pour Anne-Lorraine Bujon de L'Estang, héritière des deux côtés de sa parentèle de lignées d'énarques, hauts fonctionnaires, conseillers financiers internationaux, intellectuels, dirigeants de multinationales. Mais l'excellence ne s'étale pas : *« J'ai eu beaucoup de chance »*, affirme-t-elle. Elle se souvient encore de son grand-père qui, lorsqu'elle est entrée à l'Ecole normale supérieure (major, à 20 ans, ce qu'elle ne précise pas), l'a prévenue : *« N'oublie pas que cette réussite te donne aussi des responsabilités. »*

Anne-Lorraine Bujon est née à Washington, où son père était en poste avant de devenir ambassadeur de France aux Etats-Unis en 1995. Ce hasard géographique sera déterminant. Outre le bilinguisme et un attachement au monde anglo-américain, elle garde de son expérience d'expatriée une propension à préférer les chemins de traverses aux voies bornées de l'intelligentsia parisienne. Mais elle a d'abord *« tout bien fait »* : agrégation d'anglais, un an à New York pour sa thèse sur la poésie américaine, un mi-temps à la prestigieuse *New York Review of Books*, mariée à 25 ans, deux premiers fils (elle en a trois aujourd'hui), un poste d'assistante à l'université de Rennes. Et là, l'ennui : *« Je me suis posé la question que j'avais ignorée jusque-là : qu'est-ce que je veux faire dans la vie ? »*

Solide, pragmatique (son côté américain), elle fait son miel des expériences qui se présentent, même non rémunérées. Son copain de fac Marc-Olivier Padis l'entraîne à des réunions chez *Esprit*, où il est alors stagiaire – il en deviendra le rédacteur en chef des années plus tard. C'est l'époque, à la fin des années 1990, où l'orientaliste Olivier Roy étudie l'islam politique et où l'historien Pierre Hassner prédit la radicalisation des nationalismes.

Arrive l'élection de George W. Bush en 2001, le 11-Septembre, l'ouragan Katrina et la guerre d'Irak… Dans les cénacles français, *« il faut mettre à jour la compréhension de la révolution conservatrice américaine plutôt que se demander si George W. Bush est un imbécile »*. C'est l'expertise que se construit Anne-Lorraine Bujon en participant à divers projets franco-américains dans des cercles assez confidentiels : à l'Institut français des relations internationales, au Quai d'Orsay… En 2005, elle rejoint l'aventure naissante de *La Vie des idées*, *« coopérative intellectuelle »* (aujourd'hui plate-forme numérique) imaginée par le sociologue Pierre Rosanvallon, élu au Collège de France en 2001. Comme lui, Anne-Lorraine Bujon croit *« aux entrepreneurs d'idées, aux petits ateliers intellectuels, y compris pour se préoccuper de leur modèle économique : les financements, la diffusion, le lectorat. C'est ainsi que je me sens utile »*.

> « JE ME SUIS POSÉ LA QUESTION QUE J'AVAIS IGNORÉE JUSQUE-LÀ : QU'EST-CE QUE JE VEUX FAIRE DANS LA VIE ? »
> ANNE-LORRAINE BUJON

Le chaînon manquant

La Vie des idées est son deuxième pas vers *Esprit*, puisque Pierre Rosanvallon et le cofondateur du site, Thierry Pech, en sont issus. Anne-Lorraine Bujon, qui se vivait comme apolitique, reconnaît d'instinct sa *« famille politique »* dans l'héritage, même déboussolé, de la Deuxième gauche : l'internationalisme, la justice sociale, le souci de la démocratie, le refus du dogmatisme seront désormais ses viatiques.

Troisième pas vers *Esprit*, le plus décisif : sa rencontre avec le magistrat et chercheur en droit Antoine Garapon, avec lequel elle travaille à partir de 2009 à l'Institut des hautes études sur la justice. Celui-ci est un pilier du comité de rédaction d'*Esprit* et la présente, en 2015, à Olivier Mongin, son charismatique directeur depuis 1988, qui cherchait depuis plusieurs années à passer la main. La revue est alors au creux de la vague. L'érosion continue des abonnements menace sa survie. On réduit la voilure. La rédaction s'essouffle. C'est le blues rue Saint-Martin, à Paris.

Olivier Mongin parie sur la reconstitution d'un véritable collectif opérationnel, pluraliste dans ses opinions, ses compétences et ses expériences. Sous le patronage de pivots historiques (Jean-Louis Schlegel et Antoine Garapon) se forme un petit conseil de rédaction dans lequel sont impliqués les plus jeunes des fidèles (les philosophes Michaël Fœssel et Camille Riquier, le journaliste Emmanuel Laurentin, l'historien Hamit Bozarslan…) et des femmes engagées dans des responsabilités civiles (Carole Desbarats, ex-directrice des études de la Fémis, Anne Dujin, consultante et sociologue, et l'écologiste Lucile Schmid). Manquait un ultime chaînon capable de faire circuler l'énergie. A partir de janvier 2016, Anne-Lorraine Bujon sera ce chaînon manquant.

En quelques mois, l'alchimie a opéré. Un numéro s'écrit dans l'urgence des attentats de Paris sur « Les violences sans fin », un autre, sur la colère comme affect politique, précède le mouvement Nuit debout. Le « petit conseil », bénévole, est plus motivé que jamais : *« C'est mon idée de la liberté de pensée »*, *« Nous n'écrivons pas pour les cabinets ministériels ! »*, *« Nous avons ici des discussions que nous ne pouvons avoir nulle part ailleurs »*, disent-ils tous.

Pourtant, les désaccords sont fréquents, parfois orageux. Sur #metoo, sur la PMA, et surtout, en 2017, sur le soutien au candidat Emmanuel Macron, dont le nom figurait encore dans le conseil éditorial à l'automne précédent. *« Enfin, notre Deuxième gauche de losers peut gagner ! »*, pouvait se dire *Esprit* comme un seul homme. Mais justement, *Esprit* n'est pas et n'a jamais été – c'est sa force – l'affaire d'un seul homme. Il a fallu toute la diplomatie de la rédactrice en chef pour arbitrer le conflit vers la neutralité. Pas de soutien affirmé. L'éditorial de l'entre-deux tours appelle à faire barrage au Front national. Le numéro de janvier 2019, consacré à Claude Lefort sur « L'inquiétude démocratique », a été la meilleure vente de l'année. L'honneur est sauf.

La querelle, cependant, a laissé des traces. Non sur les relations de personnes, mais sur la difficulté à se situer dans un paysage politique en recomposition. Certains se demandent si l'aventure d'*Esprit* avec la Deuxième gauche est la meilleure voie. La montée des régimes « illibéraux » obligera-t-elle à sortir d'une indétermination démocratique ? Sur quoi vaut-il de s'engager pour rester de gauche ? L'immigration ou la PMA ? L'écologie, mais laquelle ? Fidèle au pluralisme d'*Esprit*, Anne-Lorraine Bujon rappelle les mots de Pierre Hassner : *« Je suis passionnément modéré. »* Peut-on faire une revue modérée qui ne soit pas tiède ? Elle y croit. Dans l'incertitude, reste une victoire : depuis décembre 2018, *Esprit* regagne des lecteurs ! ■

CATHERINE PORTEVIN

La Corse face à ses vieux démons

ANALYSE

Si les deux enquêtes liées à ces deux affaires criminelles commencent à peine, l'assassinat, le 12 septembre, à Cargèse (Corse-du-Sud), d'un jeune militant nationaliste exploitant une paillote et celui, survenu cinq jours plus tard près de Bastia, d'un entrepreneur du bâtiment et des travaux publics agissent comme les puissants révélateurs du mouvement tectonique à l'œuvre en Corse. Sur l'île, le tourisme et la construction, les deux principaux piliers d'une économie bancale, suscitent d'insatiables appétits mafieux : multiplication des règlements de comptes, incendies criminels en série de restaurants ou d'engins de chantier, racket systémique qui n'épargne plus petits commerçants et modestes artisans… Le phénomène, certes, n'a rien de nouveau. Mais il frappe désormais par son enracinement.

Confronté à ce déchaînement de violence, l'Etat ne paraît pas seulement désarmé, il offre aussi le piteux spectacle d'institutions défaillantes : les procès sont aussi rares que les assassinats impunis sont nombreux, et les commodes prétextes habituellement brandis pour justifier de si maigres résultats – au premier rang desquels une prétendue « loi du silence » – ne suffisent plus à masquer les véritables raisons de l'échec : manque de moyens, enquêtes inabouties, exécrables relations entre acteurs de la sécurité et de la justice, comme en témoigne la récente demande de mutation du chef de la police judiciaire corse, formulée par le procureur général de la cour d'appel de Bastia, en raison de *« problèmes de confiance »* (*Le Monde* du 14 septembre).

Tragique réalité : depuis que le Front de libération nationale corse (FLNC) a déposé les armes, en juin 2014, et que nul fracas de bombe ne vient plus troubler les apparences de l'ordre républicain, l'Etat se désintéresse de la question corse, cantonnant son action à de vagues déclarations de principe entre deux séjours éclair de ministres peu concernés par l'avenir d'une île au poids démographique et électoral négligeable.

Au pouvoir depuis quatre ans, la majorité nationaliste n'est pas en reste, avec son logiciel politique obsolète à l'heure de l'économie-monde, des identités recomposées, des profonds bouleversements civilisationnels en cours. Mal préparée à l'exercice du pouvoir territorial conquis en 2015, elle aura, depuis, consacré l'essentiel de ses efforts à l'inscription de la Corse dans une réforme constitutionnelle finalement avortée et la création à marche forcée de la Collectivité de Corse, Béhémoth institutionnel, doté d'un budget de 1,3 milliard d'euros, d'un personnel pléthorique de 5 000 agents (1 pour 60 habitants !), et pâle copie des régions autonomes espagnoles ou italiennes qui excitent tant l'imaginaire nationaliste corse.

Pendant ce temps, nombre de dossiers urgents sont restés en suspens, à commencer par celui de la gestion des déchets, qui empoisonne l'atmosphère de l'île depuis des années. Comble du paradoxe pour qui prétend à l'autonomie : la majorité nationaliste de la Collectivité de Corse a dû se résoudre à juguler temporairement la crise en expédiant les déchets produits localement, par cargo, vers… le continent.

> LE TOURISME ET LA CONSTRUCTION, LES DEUX PRINCIPAUX PILIERS D'UNE ÉCONOMIE BANCALE, SUSCITENT D'INSATIABLES APPÉTITS MAFIEUX

Statistiques implacables

Dans ce sombre tableau, les timides signes de reprise donnés par l'économie corse peuvent certes offrir quelque motif de satisfaction. En vingt ans, l'île n'a-t-elle pas réduit de 72 % son retard de production de richesses sur les autres régions françaises ? Mais, ici aussi, le « ruissellement » se fait attendre : un habitant sur cinq vit dans un foyer dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté, tandis que les écarts de revenus entre les plus aisés et les plus démunis atteignent des niveaux record. Alors que le tissu économique local est constitué à 95 % de très petites entreprises, le consortium CM Holding, qui rassemble 140 des sociétés locales les plus florissantes, maîtrise le secteur stratégique des transports par l'intermédiaire de la compagnie de ferrys Corsica Linea, nonobstant sa présence massive dans les domaines cruciaux de la grande distribution, du BTP, de l'immobilier, de l'agroalimentaire et, pour faire bonne mesure, au capital de *Corse-Matin*, l'unique quotidien insulaire.

Du naufrage en cours, la statistique tient le registre implacable. Les jeunes Corses sont les moins diplômés de France, mais leur consommation d'alcool reste la plus élevée ; le taux de précarité des personnes âgées est le plus fort du pays ; les permis de construire explosent pour satisfaire la demande exponentielle de résidences secondaires (37 % du bâti local contre moins de 10 % sur le plan national), quand les habitants de l'île ne trouvent plus à se loger ; la mono-industrie touristique vide, neuf mois par an, certaines stations balnéaires, transformées en villes fantômes à la morte saison ; la spéculation s'étend dorénavant aux zones reculées de montagne, où des milliers d'hectares vierges promettent des dizaines de millions d'euros de bénéfice, grâce aux projets de luxueux complexes touristiques pour happy few en quête d'authenticité.

Ces indicateurs ne suscitent pas seulement une inquiétude désormais unanimement partagée – même si la classe politique locale, tétanisée par la peur, répugne à s'en faire l'écho. Ils nourrissent aussi l'angoisse d'un déclassement inéluctable et une profonde défiance à l'endroit d'un Etat perçu comme impuissant ou, pire, indifférent. De tels sentiments ne font pas seulement le lit de tous les populismes. L'histoire tumultueuse de la Corse montre que leur expression finit invariablement par se manifester sous sa forme la plus extrême : la violence. Faudra-t-il, dès lors, s'étonner de voir resurgir bientôt les vieux démons d'une île qui mérite davantage que le chaos ou l'abandon – et que menacent aujourd'hui l'un et l'autre ? ■

ANTOINE ALBERTINI
(BASTIA, CORRESPONDANT)